



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2023 en faveur de la République du Bénin

**Document d'action « Programme territorial pour le nord du Bénin : emploi des jeunes, résilience et sécurité (PRONORD) »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSY</b> <b>Acte de base</b>	Programme territorial pour le nord du Bénin : emploi des jeunes, résilience et sécurité (PRONORD) Référence opérationnelle OPSYS : ACT-61767 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui L'action est rattachée à la TEI Bénin « croissance durable et emploi »
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en République du Bénin, dans les départements de l'Alibori, Atakora, Borgou et Donga.
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Pluriannuel (PIP 2021-2027) pour le Bénin
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	L'action est en ligne avec l'objectif spécifique n°1 du domaine prioritaire 2 du PIM (croissance économique verte et numérique), soit « <i>promouvoir une agriculture durable, qui garantisse la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et une meilleure valorisation de la biodiversité</i> », ainsi qu'en phase avec les objectifs spécifiques n°2 et n°3 du domaine prioritaire 3 (société sûre et prospère), soit « <i>promouvoir la création d'emplois décents pour une dynamisation de l'économie nationale</i> » et la « mise en place d'un dispositif étatique capable de préserver la paix et la stabilité dans le pays ».  Elle s'adresse aux résultats R1 « Croissance économique inclusive durable accrue avec des moyens de subsistance améliorés et des emplois décents (emplois plus nombreux et de meilleure qualité) » et R3 « Les dispositifs publics et privés offrent des services adaptés aux

	entreprises pour améliorer la compétitivité de l'économie » de l'objectif spécifique n°2 du domaine prioritaire 3.			
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	1. Capital naturel et humain Protection de l'environnement - code DAC 410 Enseignement et formation technique et professionnelle - code DAC 113 2. Croissance économique verte et numérique Agriculture durable – code DAC 310 3. Société prospère et sûre Paix et sécurité - code DAC 152			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : 10 (inégalités réduites). Autres ODD importants : 1 (pas de pauvreté), 2 (0 faim), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 12 (consommation et production durables), 15 (vie terrestre) et ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	Développement agricole – code DAC 31120 (16%) Education et formation dans le domaine agricole – code DAC 31181 (16%) Création d'emplois – code DAC 16020 (27%) Gestion et réforme des systèmes de sécurité – code DAC 15210 (41%)			
<b>8 b) Principal canal de distribution</b>	Gouvernement bénéficiaire –12000 Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 13000 Non-Governmental organisation (NGOs) and Civil Society - 20000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	<p>Ligne budgétaire : (ligne et poste budgétaire) 14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé : 66 250 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE 33 750 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée par les Pays-Bas pour un montant de 32 500 000 EUR</p> <p>Cette action contribue également à l'initiative Équipe Europe au Bénin : « Croissance durable et emploi » à laquelle les États membres présents dans le pays (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas) ainsi que la BEI et la KfW contribuent ou contribueront avec l'Union européenne. Les montants indicatifs de leur soutien s'élèvent à : Allemagne 95,37 millions d'euros ; Belgique 23,79 millions d'euros ; France 99 millions d'euros ; Pays-Bas 85,5 millions d'euros ; Union européenne 53,55 millions d'euros.</p>			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				

<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<b>Gestion directe</b> par : Marchés publics <b>Gestion indirecte</b> avec les Pays-Bas, GIZ, Expertise France et Enabel <b>Gestion indirecte</b> avec la République du Bénin
--	---

## 1.2 Résumé de l'Action

Cette action se focalise sur la partie nord du Bénin (départements de l'Alibori, Atacora, Borgou et Donga) où elle entend répondre de manière intégrée aux inégalités et disparités qui contribuent à la dégradation du tissu social et du climat sécuritaire. Elle contribue ainsi de manière prioritaire à l'Objectif de développement durable 10 (ODD - réduction des inégalités).

L'action est organisée à travers 3 composantes complémentaires avec des objectifs respectivement de résilience, de soutien à l'entrepreneuriat et d'appui aux forces de défense et de sécurité. Elle contribue à l'initiative Équipe Europe « Croissance durable et emploi ».

- La *composante résilience* vise particulièrement à accompagner les jeunes agriculteurs et éleveurs, hommes et femmes, les plus vulnérables, en améliorant la productivité, la restauration et la gestion durable des paysages agricoles et forestiers
- La *composante entrepreneuriat* va générer des emplois décents, durables, inclusifs et "verts" pour les jeunes et les femmes grâce à l'augmentation des chiffres d'affaires et des revenus de l'entrepreneuriat privé
- La *composante sécurité/défense* cherche à augmenter les capacités opérationnelles de prévention, préparation et intervention des forces de défense et de sécurité postées et/ou déployées pour faire face aux défis de sécurité dans le nord du pays et au bénéfice des populations<sup>1</sup>.

L'action est mise en œuvre à travers des conventions de délégation aux agences des Etats Membres déjà présentes sur le terrain sur les thématiques concernées et de subventions directes à des structures béninoises disposant d'un mandat spécifique.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

L'économie béninoise est fortement dépendante du secteur agricole<sup>2</sup> et des activités de commerce formel et informel de réexportation et de transit avec le Nigéria et l'hinterland qui sont organisées autour du port<sup>3</sup>. Malgré les chocs externes des dernières années (pandémie covid, fermeture de la frontière avec le Nigeria, guerre en Ukraine) la croissance reste solide avec plus de 6 % en 2021 et 2022. L'inflation est relativement modérée à 1.7 % en 2021, en comparaison des pays de la sous-région, et le déficit budgétaire engagé pour répondre aux chocs est passé de 4,7 % du PIB en 2020 à 5,9 % en 2022. Cette tendance globalement positive est mise en péril par des facteurs déstabilisants qui s'amplifient dans le nord du pays, avec une population vulnérable qui augmente, une pression accrue sur les ressources naturelles, des opportunités économiques et des services sociaux limités et une situation sécuritaire qui se dégrade.

En 2021, le taux de pauvreté national était à 38% avec 350 000 ménages reconnus pauvres et très pauvres au niveau communautaire dans le cadre du registre social unique. L'Enquête Proxy Means Team (PMT)<sup>4</sup> avec validation communautaire des ménages dans les 77 communes a classé 108.000 ménages comme 'pauvre' et 245.000 ménages comme 'pauvre extrême' dont 29% dans les 4 départements du nord du pays. Les inégalités entre zones urbaines et rurales sont très marquées, notamment en termes d'accès aux services de base, d'opportunités économiques et d'emploi, et de pauvreté (44,2 % rurale contre 31,4 % urbaine) avec également une prévalence de la pauvreté 'monétaire' dans les départements du nord : 42% dans l'Alibori, 60% dans l'Atakora, 53% dans le

<sup>1</sup> Cette composante a pour but de générer des avantages directs pour la population en matière de sécurité humaine, contenir les bonnes pratiques requises pour garantir la durabilité et la responsabilité à moyen et long terme, y compris un contrôle démocratique efficace, et soutenir l'état de droit, la transparence et les principes de droit international établis conformément aux articles 8.15 et 9 de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde.

<sup>2</sup> En 2021, l'agriculture représente 27% du PIB et emploi 38% de la population active

<sup>3</sup> En 2021, Le port de Cotonou représente 30% du PIB et 85% des recettes douanières du pays

<sup>4</sup> <https://social.gouv.bj/rsu>

Borgou et 43% dans la Donga contre 38,5% au niveau national (EHCVM 2019). Le taux de chômage est de 2,4% mais avec un niveau de sous-emploi à 72% et 90% d'actifs dans l'économie informelle.

Le Bénin affiche un IGG de 0,612 qui le place au 148<sup>e</sup> rang sur 162 pays dans l'indice 2019 de *Human Development Report*. L'indice de développement humain ajusté des inégalités (IDHI) ressort à 0,300. Ainsi, environ 30 % du niveau potentiel de développement humain sont perdus au Bénin, du fait des inégalités. La perte constatée est plus importante que celle estimée pour l'Afrique subsaharienne (33,3%) et l'ensemble des Etats classés (22,8%). De fortes inégalités persistent dans le domaine de l'éducation (44,8%) et l'espérance de vie à la naissance (37,0%), et ainsi qu'au niveau du revenu (29,4%). Au Bénin, 18,3% des femmes adultes ont atteint un niveau d'éducation secondaire, contre 33,9 des hommes. Sur 100,000 naissances vivantes, 397 femmes décèdent de causes liées à la grossesse et le taux de fécondité chez les adolescentes est de 86.1 naissances pour 1,000 femmes âgées de 16 à 19 ans. Le taux d'activité est de 68.8% contre 73% pour les hommes. L'accès aux ressources foncières est un véritable problème pour les femmes. Les pesanteurs sociales et culturelles limitent leur droits fonciers et économiques.

L'insécurité alimentaire au Bénin a fortement augmenté ces cinq dernières années, passant de 9,6 % des ménages en 2017 à 26% en 2022 avec 3 millions d'habitants en insécurité alimentaire dont 218 000 (2%) en situation sévère (WFP 2022). Il s'agit d'une tendance globale, de paupérisation, qui touche à peu près l'ensemble du territoire béninois, avec un glissement des ménages en « sécurité alimentaire limite » vers une « insécurité alimentaire modérée ». Dans le nord du pays, les situations sont contrastées entre les départements, avec une insécurité alimentaire qualifiée de chronique dans l'Atakora (passage de 23,6 % à 28% des ménages en insécurité alimentaire entre 2017 et 2022) et une évolution au contraire très marquée dans les autres départements du nord<sup>5</sup>.

Ces dernières années, le Bénin a engagé d'importantes réformes dans le secteur agricole qui ont conduit à une augmentation notable de ses principales productions agricoles, de rente comme du vivrier. Cependant, cette croissance des productions serait essentiellement dû à l'extension des superficies agricoles au détriment des jachères et des espaces forestiers qui ont encore diminué, passant de 70,35 % du territoire (8.115.138 ha) en 2007 à 68,48% (7.899.401 ha) en 2016. Constatant la stagnation, voire la baisse, des rendements agricoles, le gouvernement c'est récemment engagé dans plusieurs initiatives de restauration des sols et de gestion durable des terres agricoles sur l'ensemble du territoire.

Pour faire face aux défis de l'emploi, le gouvernement soutien des initiatives telles que le développement de la Stratégie nationale de l'enseignement et de la formation technique et professionnel 2019-2025, qui vise à préparer la main d'œuvre montante aux perspectives d'emploi formel. Il s'appuie également sur le secteur privé et l'entrepreneuriat, lequel est en forte progression et participent activement à la croissance du PIB. Entre 3.000 et 4.000 nouvelles entreprises sont ainsi créées chaque année<sup>6</sup>. Ces entreprises restent toutefois concentrées sur des zones urbaines, principalement dans les agglomérations du sud du pays<sup>7</sup>. L'économie informelle représente encore 54 % du PIB du pays, essentiellement positionnée sur la production agricole en zone rurale ; c'est le cas dans les départements du nord surtout tournés vers la culture du coton, laquelle participe à 3,72% du PIB national. Le tissu entrepreneurial y est encore très peu développé.

Depuis décembre 2021, le gouvernement béninois doit également faire face à une dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du Bénin : 43 événements violents distincts impliquant des organisations extrémistes violentes (OEV) ont ainsi été recensés entre décembre 2021 et septembre 2022. Depuis septembre 2022, les autorités béninoises ont adopté une stratégie de contre-offensive, des efforts importants sont déployés et des ressources conséquentes sont allouées pour regagner le terrain perdu et sécuriser les zones frontalières exposées. Enfin, au 31 janvier 2023, le nombre total de réfugiés Burkinabès au Bénin était de 943, néanmoins, une hausse des arrivées de réfugiés togolais est aussi à noter. Par ailleurs, et selon le ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, au mois d'octobre 2022, 1 231 déplacés internes ont été rapportés dans la Commune de Matéri. Les groupes chercheraient désormais à contrôler les populations et les territoires. L'important réseau de pistes et de rivières dans la région profite aux GAT pour faire transiter clandestinement du carburant, de la nourriture, des armes à travers les différentes frontières. Le gouvernement béninois a renforcé son dispositif sécuritaire en conséquence<sup>8</sup>. Il s'agit néanmoins d'une course contre la montre pour limiter la contagion et les

<sup>5</sup> L'insécurité alimentaire a doublé dans l'Alibori et le Borgou, et a été multipliée par 5 dans le Donga, entre 2017 et 2022

<sup>6</sup> Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IC.BUS.NREG?locations=BJ-TG>

<sup>7</sup> Au Bénin, la plupart des activités commerciales sont concentrées dans les départements du Littoral et de l'Atlantique, respectivement 34,7 % et 15,7 % des immatriculations d'entreprises (Institut national de la statistique et de l'analyse économique - INSAE)

<sup>8</sup> Par exemple en interdisant l'utilisation des motos et tricycle entre 19h00 et 06h00 dans sept communes de l'Alibori et de l'Atakora (Banikoara, Karimama, Sègbana, Matéri, Coby, Kérou, Tanguiéta), afin d'identifier les déplacements nocturnes des GAT

effets désastreux sur le développement socio-économique du pays et des populations du nord du Bénin, et restaurer la confiance et les liens entre forces de sécurité et population.

## 2.2 Analyse des problèmes

Les quatre départements du nord, Alibori, Atakora, Borgou et Donga, regroupent 44% de la population agricole du Bénin. Le nombre de ménages pratiquant des activités de transformation et de commercialisation de produits agricoles y est faible, en comparaison avec les autres départements du pays. La production est dominée par la culture de coton (90% à la production cotonnière du pays), dont les recettes d'exportation représentent 3.7% du PIB national (en 2021). La zone contribue également à plus de 45% à la production nationale de maïs, culture de contre saison de celle du coton, qui constitue une base essentielle de l'alimentation béninoise. En d'autres termes, l'économie des ménages est peu diversifiée, dominée par les revenus agricoles, principalement issus de la production de coton et de maïs. Ce manque de diversification apparaît comme un risque majeur de vulnérabilité des ménages, alors qu'une partie importante d'agriculteurs (48%) connaît justement aujourd'hui une dégradation des rendements agricoles sur leurs exploitations. Cette baisse est directement liée au déclin progressif de la fertilité des sols, conséquence d'une intensification non durable de l'agriculture, de l'orientation vers des cultures de rente peu diversifiées et des multiples chocs climatiques et météorologiques. Ainsi, l'agriculture, telle qu'actuellement pratiquée, paraît de moins en moins rentable, en particulier pour les ménages disposant d'exploitations de taille limitée, et devant faire face au manque (structurel) d'intrants et de main d'œuvre<sup>9</sup>. Parmi les ménages les plus pauvres, les jeunes adultes ont tendance à quitter les exploitations familiales pour se rapprocher des centres urbains, à la recherche d'emplois rémunérés, voire pour migrer saisonnièrement dans les pays limitrophes, engendrant une pénurie de main d'œuvre lors des travaux agricoles. Les enfants les plus jeunes sont souvent contraints de travailler sur les fermes familiales. Près d'un tiers de la jeune génération ne va pas à l'école, ce qui risque de limiter leurs opportunités d'émancipations dans le futur, et de renforcer leurs sentiments d'exclusion et la marginalisation.

La dégradation des sols est également liée à celles des pâturages et des écosystèmes forestiers (réserves forestières et forêts galeries sur les principaux bassins versants)<sup>10</sup>, colonisés progressivement par les agriculteurs ces dernières décennies, pour répondre ainsi à la baisse des rendements et à l'augmentation de la population rurale. Cette colonisation agricole a contribué à réduire les espaces disponibles pour l'élevage (aires de pâtures et couloirs de transhumances), alors que le nord du Bénin constitue justement une des plus importantes zones d'élevage pastoral du pays (Alibori, Atakora et Borgou regroupent à eux seuls 78% du cheptel bovin du pays, soit 1,360,000 têtes de bétail, détenus par 91 000 éleveurs<sup>11</sup>). La pression exercée par l'agriculture engendre des conflits récurrents entre communautés<sup>12</sup> et tend à pousser les éleveurs à migrer vers les réserves forestières. Là, ils y côtoient d'autres communautés qui exploitent les forêts de manière extensive, et qui les accusent souvent d'y entretenir un climat d'insécurité, voire d'y cohabiter avec d'autres groupes de bandits ou djihadistes. Ces espaces forestiers sont effectivement peu contrôlés par les services de l'Etat et les communautés locales ont tendance à les désertir.

Si l'agriculture est la profession la plus importante dans cette région du nord du Bénin, les emplois qu'elle génère sont faiblement rémunérés et souvent précaires. De fait, la jeunesse est de plus en plus réticente à s'y investir. Comme souligné précédemment, les agro-industries et autres PME para agricoles sont peu développées, alors qu'elles pourraient justement générer des emplois stables et rémunérateurs, en particulier pour les femmes et les

<sup>9</sup> Seulement 6% des ménages ruraux du nord disposent de vastes exploitations bien connectées aux marchés (AGVSAN, 2022). Ces ménages ont les moyens d'emprunter auprès d'institutions financières formelles, d'investir dans la mécanisation et la modernisation économique de leurs exploitations en s'appuyant sur un patrimoine foncier et des pratiques agricoles durables.

<sup>10</sup> Les départements de Donga, Atakora, Borgou et Alibori sont les quatre départements les plus boisés du pays. Sous l'effet de la pression agricole, un nombre important d'éleveurs quittent aussi progressivement la zone de l'Alibori pour s'installer dans le Borgou, où le nombre d'animaux a considérablement augmenté ces trois dernières années.

<sup>11</sup> L'Alibori et le Borgou regroupent 36% des éleveurs de bovins du pays. Une part de ces éleveurs sont des agropasteurs, pratiquant une transhumance limitée dans l'espace. Une autre part importante est celle des agriculteurs ayant investi dans l'élevage les revenus issus des cultures de rente : les plus grandes exploitations de coton (50ha) possèdent souvent des troupeaux allant au-delà de 40 à 50 têtes de bétail. Chaque année, de décembre à avril, le nord du Bénin accueillait également des troupeaux du Burkina-Fasso et du Niger. En 2017, ces flux transfrontaliers ont été estimés entre 123 000 et 370 000 bovins. Le gouvernement a interdit cette transhumance transfrontalière en 2019 « *dans le but de protéger les écosystèmes locaux et d'éviter d'éventuels conflits entre agriculteurs et transhumants* ». Elle est donc aujourd'hui limitée.

<sup>12</sup> Ces conflits sont encore pour la plupart directement résolus entre protagonistes, sans intervention de l'administration. Par ailleurs, notons que l'essentiel des conflits éleveurs/ agriculteurs enregistrés au Bénin par l'administration, le sont plutôt dans les départements du centre, du Zou et des Collines, et non pas dans les départements du nord : 59,8% sur un total de 306 conflits enregistrés en 2015 ; 38 cas de conflits sur 47 en 2016). L'administration enregistrait 42 cas de conflits en 2019 et 40 en 2020. Le nombre de ces conflits n'a cessé de diminuer depuis 2015, même si l'administration enregistrait 23 pertes en vies humaines liées à ces événements en 2020, contre seulement 3 en 2019.

jeunes fortement touchés par le chômage et le sous-emploi<sup>13</sup>. Le développement de l'entrepreneuriat féminin au nord pourrait notamment contribuer à l'autonomisation des femmes et des jeunes sur les plans économique et social. Ce développement fait toutefois face à un certain nombre de défis : i ) faibles compétences des petits entrepreneurs, peu outillés pour saisir les opportunités de création d'entreprises et sortir de l'entrepreneuriat de subsistance, et offre de service d'appui aux entreprises peu développée ; ii) accès difficile aux grands marchés et aux opportunités transfrontalières pourtant plus avantageux (les petites entreprises se limitent souvent au commerce informel) ; iii) accès limité aux financements, lesquels sont peu adaptés aux besoins des petits entrepreneurs<sup>14</sup>. La guerre en Ukraine, les pénuries (alimentaires, intrants agricoles, etc.) et l'inflation des prix qui en résultent, exige pourtant d'améliorer les conditions d'entrepreneuriats pour limiter la dépendance des produits importés et accroître l'autonomie, l'endogénéisation des chaînes de valeurs agroalimentaires locales. L'insécurité croissante ces derniers mois dissuade également les populations à investir dans les entreprises.

En effet, la partie septentrionale du pays, frontalière avec le Burkina Faso et le Niger, est confrontée depuis le début 2022 à la montée en puissance de l'extrémisme, principalement dans le nord-ouest du Bénin (l'Atakora), mais également de plus en plus dans le nord-est (l'Alibori) ces dernier mois<sup>15</sup>. Jusqu'en 2023, les attaques au Bénin se sont principalement concentrées sur les installations sécuritaires. Des embuscades ou attaques directes sur des infrastructures de la Police républicaine ont en particulier causé plusieurs pertes en vies humaines. Cependant, les GAT opérant à partir du Burkina Faso et du Togo exerce aussi une pression accrue sur les communautés locales de l'Atakora depuis le début de l'année 2023. Victimes de « campagnes de terreur », la population locale adopte des mesures de vigilance, réduction d'événements et de célébrations communautaires, abandon des cultures trop éloignées, réduction des parcours des troupeaux, signalement des personnes étrangères à la communauté. Les risques d'imposition d'une lecture fondamentaliste de l'Islam aux populations sont susceptibles de s'accompagner davantage de menaces/destructions d'écoles, de mariages forcés, d'interdiction aux femmes de se rendre sur les marchés ruraux, comme on le voit au Burkina-Faso. Afin de garantir une situation sécuritaire « sous contrôle », les forces de défense et de sécurité (FDS), et en particulier les Forces armées beninoises (FAB), doivent impérativement renforcer leur présence, poursuivre voire intensifier leur « montée en puissance » opérationnelle. Cela repose, notamment, d'une part, sur le développement de la réforme structurelle du Secteur de la Sécurité (RSS) et de ses piliers Défense et Sécurité intérieure, et d'autre part, sur le renforcement conjoncturel « en urgence » de leurs capacités opérationnelles. Du côté de la Police Republiqueaine, les Commissariats d'arrondissement les plus exposés ont besoin d'être réhabilités/renforcés pour pouvoir assurer leurs fonctionnalités de base, tandis que les unités mobiles, le groupe d'intervention de la Police républicaine (GIPR) et le Centre de Prévention et de Gestion de Crise (CPGC) ont besoin d'être équipés et outillés pour pouvoir assurer leur rôle de sécurisation des espaces frontaliers, en complémentarité avec les FAB. Enfin, les besoins en formations et sensibilisations aux engins explosifs improvisés (IEDs) se font cruellement ressentir.

Un vide sécuritaire dans les zones rurales serait susceptible d'encourager braquages, extorsions à des barrages routiers improvisés, vols de bétail, etc. Afin de renforcer le maillage territorial et le « contrôle de zone » (surveiller – tenir – neutraliser), les autorités sont en train d'investir massivement en capital humain et en équipements. Cependant, les besoins se font ressentir tant au niveau de la préparation opérationnelle qu'au niveau de la protection des personnes, des infrastructures et du matériel. Les mécanismes de prévention et gestion de crise développés avec l'appui de l'Union européenne et de la Belgique, nécessitent encore d'être renforcés et déclinés pour les scénarios s'appliquant aux menaces du nord du pays. La capacité de sécurisation des espaces frontaliers et le renforcement de la co-production de la sécurité avec la société civile et de diagnostics locaux de sécurité sont des éléments clés à développer pour maintenir ou restaurer la confiance des populations envers les forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières du nord.

<sup>13</sup> 60% des jeunes âgés de 25-34 ans étaient au chômage ou sous-employés en 2016, environ 45% de la population du Bénin est âgé de moins de 15 ans et au nord du pays la proportion est encore plus élevée. Et, seules 21,3 % des entreprises formelles sont majoritairement détenues par des femmes. La plupart des femmes béninoises travaillent dans le secteur informel, combinant un travail rémunéré avec des tâches ménagères non rémunérées et une agriculture de subsistance. La main d'œuvre agricole est par exemple en majorité féminine, et il s'agit d'emploi informel saisonnier.

<sup>14</sup> Du côté de l'offre, le taux de pénétration bancaire n'est que de 31 %<sup>14</sup>, concentré dans des zones urbaines et offrant des services financiers peu adaptés aux besoins des petits entrepreneurs. Du côté de la demande, les entrepreneurs manquent d'éducation financière et ils sont faiblement outillés pour préparer des demandes de financement « bancables »

<sup>15</sup> En septembre 2022, la présence de l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) a été confirmée dans le nord est. Cette dynamique risque d'attiser le conflit, en particulier si le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), qui opérait jusqu'alors dans le nord ouest, et l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) commencent à se disputer activement le même territoire. Dernièrement l'Alibori tend à dépasser l'Atakora en tant que zone de conflit la plus active.

**Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

Les titulaires d'obligations : Les Ministères de l'Économie et des Finances (MEF), du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche (MAEP), des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'emploi (MPMEPE), des Enseignements Secondaires Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP), de la Défense, de l'Intérieur et la Sécurité Publique, le Cabinet militaire de la Présidence de la République, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) regroupant les Forces armées béninoises (FAB) et la Police Républicaine (PR).

Les communes et associations intercommunales seront également des parties prenantes dans la mise en œuvre des activités. Les entrepreneurs et les MPME, ainsi que les populations locales, les organisations de producteurs, seront à la fois des parties prenantes et des bénéficiaires directs et indirects de l'action.

Les bénéficiaires finaux/titulaires de droits-personnes : sont les communautés et la population en général, avec une attention particulière à l'égard des jeunes et femmes, des ménages et personnes vivant dans des situations vulnérables afin d'améliorer la confiance de la population envers les forces de sécurité et le développement de leur résilience et d'opportunités économiques.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer les conditions de vie des populations dans le nord du Bénin.

Les objectifs spécifiques de cette action sont organisés comme suit :

1. OS1 – Résilience : **Augmenter la résilience des systèmes de production et des écosystèmes gérés par les jeunes agriculteurs et éleveurs, hommes et femmes, les plus vulnérables**
2. OS2 – Entrepreneuriat : **Dynamiser l'entrepreneuriat local au nord du Bénin**
3. OS3 – Sécurité/Défense : **Améliorer la qualité de la sécurité assurée par les forces défense et sécurité au nord du Bénin**

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants :

1. contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) : **Résilience**

P1.1 : Agriculture : Les jeunes hommes et femmes des exploitations agricoles les plus vulnérables sont soutenus dans leur projet vers un entrepreneuriat pour une agriculture durable.

P1.2 : Environnement : Les acteurs locaux sont soutenus dans la mise en œuvre de mesures de restauration des paysages agricoles et forestiers productifs générant des revenus aux agriculteurs et aux éleveurs, hommes et femmes.

2. contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) : **Entrepreneuriat**

P2.1 : Les compétences managériales et techniques des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les secteurs transversaux à l'agriculture (production agroécologique, transformation, commercialisation, services, conseils, digitalisation et à l'industrie et aux services) sont renforcées.

P2.2 : La capacité de l'écosystème entrepreneurial local à fournir des services financiers et non-financiers efficaces et durables en appui des entreprises béninoises est renforcée.



### 3. contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) Sécurité:

P3.1 : Les capacités des forces de défense dans les zones plus exposées aux menaces sont renforcées.

P3.2 : Les capacités d'intervention, prévention et gestion de crise de la Police Républicaine sont améliorées dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora.

P3.3 : La capacité des FDS et des populations à risque de détecter, brouiller, neutraliser les engins explosifs improvisés est renforcée.

## 3.2 Activités indicatives

### Activités liées au produit 1.1 :

Accompagnement des femmes et des jeunes issus des exploitations les plus affectées par la perte de fertilité des sols et en situation d'insécurité alimentaire, vers un entrepreneuriat agricole rentable et des activités connexes (production d'intrants organiques, transformation, etc.). Les pratiques agro-écologiques seront diffusées auprès des exploitations les plus fragiles dans le but de maintenir de hauts niveaux de rendements de productions et de participer à la restauration des sols. La « transformation », la « commercialisation » et les « services à la production » des principales chaînes de valeurs seront soutenues (coaching, facilitation d'accès au crédit, développement de modèles d'affaires, fonds d'investissement petites initiatives, soutien aux clusters, etc.) pour extraire les exploitations familiales d'une trop forte dépendance à l'unique activité agricole et diversifier l'offre d'emplois susceptibles d'intéresser les jeunes femmes et hommes ruraux. Parallèlement, un plaidoyer sera facilité auprès des institutions déconcentrées, des autorités communales et des organisations de producteurs pour qu'elles tiennent compte des barrières spécifiques d'entrée aux marchés (accès au foncier, au crédit, au conseil ou aux organisations des producteurs entre autres) et garantissent les intérêts des jeunes agri entrepreneurs et les droits des femmes dans l'attribution et exploitation des terres. Ces activités viendront renforcer en priorité les chaînes de valeur du soja, du maraîchage et du petit élevage, des secteurs économiques clés pour les producteurs le plus vulnérables au nord du Bénin.

### Activités liées au produit 1.2 :

Des activités de restauration des paysages forestiers (RPF) seront menées dans les bassins versants de la Pendjari et du Mékrou, avec le soutien des acteurs locaux (services déconcentrés, ONG et de la population locale). Un appui spécifique sera apporté i) aux espaces agro-forestiers productifs (forêts galeries, parcs à karité, néré, etc.), affectés par la dégradation des services écosystémiques dû à la surexploitation, aux changements des conditions météorologiques, au manque d'investissement et aux risques sécuritaires croissants et ii) au développement d'une chaîne de valeurs pour les produits forestiers non ligneux (PFNL) - notamment le miel, le karité et le néré - récoltés par les groupements de femme. La complémentarité entre agriculture, élevage et gestion productive des forêts fera également l'objet d'une attention particulière, à travers des actions de médiation entre usagers des espaces forestiers, de soutien à la production de fourrage ou d'autres actions liées à l'élevage pastorale et susceptibles de générer des emplois transversaux pour les jeunes femmes et hommes issus des communautés pastorales.

### Activités liées au produit 2.1 et 2.2

Les activités liées à ce produit seront mises en œuvre selon une double approche à la fois directe, visant des entrepreneurs/entreprises et systémique, visant la totalité d'acteurs de l'écosystème. Les activités en approche directe porteront principalement sur le renforcement des capacités de gestion des entrepreneurs et des petites entreprises, afin que ces acteurs soient mieux outillés techniquement en vue de la recherche du financement approprié pour mener leurs activités entrepreneuriales et en vue de renforcer leurs compétences techniques, managériales et commerciales et la mise en relation avec les clients pour conquérir des nouveaux marchés. La sensibilisation des entrepreneurs et des petites entreprises aux informations clés pour leur croissance feront aussi partie de ces activités. Un appui spécifique sera apporté au transfert des méthodologies afin de renforcer les capacités des prestataires des services financiers et non-financiers de l'écosystème entrepreneurial local.

### Activités liées au produit 3.1 3.2 et 3.3

Les activités porteront principalement sur l'appui aux missions de contrôle du territoire (surveillance, maillage territorial, renseignement), et d'intervention à travers la mise en condition opérationnelle des FDS, en prenant en compte l'environnement et les besoins des populations locales et les modes d'action des GAT, mais aussi la protection et résilience des personnes et du matériel, y compris les capacités de prise en charge des blessés. Un accent sera également mis sur la sensibilisation et la formation relatives aux engins explosifs improvisés.

Pour se faire et à titre indicatif, les activités suivantes sont envisagées :

- Protection des sites militaires et renforcement / réhabilitation de commissariats d'arrondissement dans les zones les plus exposées à la menace ;
- Création d'un centre de préparation des forces et diverses formations afférentes ;
- Dotation en équipements de surveillance et formations afférentes (par exemple sur la maintenance, le déploiement opérationnel, etc.) ;
- Dotation en protection individuelle des personnes (casques, gilets porte plaques, lunettes, etc.) ;
- Dotation en moyens de communication interopérables, et formations afférentes ;
- Dotation en vecteurs de mobilité, avec entretien/pièces détachées ;
- Dotation en kits santé de l'Avant, postes de secours « projetables » (antennes médicales / chirurgicales), ambulances ;
- Mise en place d'un dispositif de maintenance de l'Avant ;
- Appui au Centre de Prévention et Gestion de crises, et aux capacités de préparation et réaction sur différents types de crises ; (attaques terroristes, manifestations violentes, accidents majeurs, etc.), y compris de manière décentralisée ;
- Appui aux fonctionnalités de base des commissariats d'arrondissement dans les zones frontalières (fonctions d'accueil, aide aux victimes (information et accompagnement), travail de quartier, enquêtes, interventions, maintien de l'ordre, circulation routière) ;
- Formations aux investigations spécifiques (Police technique et scientifique) avec dotation en matériel ;
- Sensibilisation et formations autour des engins explosifs improvisés adaptées en fonction du public concerné ;
- Renforcement de la co-production de la sécurité avec la société civile et de diagnostics locaux de sécurité ;
- Appui à l'amélioration de la communication externe au niveau des commissariats d'arrondissement.
- Renforcement de la participation des femmes dans ces types des opérations, dans la police technique et scientifique, secteur de la sécurité ainsi que dans la prise de décision.

La contribution de l'UE à l'initiative équipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens, intervenant dans le domaine de la formation professionnelle, l'agriculture et l'appui à l'entrepreneuriat. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des risques climatiques a conclu que cette action était à risque (une évaluation sera mise en œuvre).

Les modèles climatiques actuels prévoient une désertification accélérée dans le nord du Bénin, accompagné d'une multiplication des épisodes de pluies torrentielles et d'inondations. Les scénarios de changement climatique montrent ainsi que certaines parties des zones de production des cultures de base pourraient connaître une réduction des précipitations ainsi qu'une augmentation moyenne de 2°C de la température, avec des effets négatifs importants

sur les rendements (baisse de 5 à 25% pour le maïs par exemple). De plus, l'allongement de la saison sèche et l'irrégularité des pluies a un effet global sur la production agricole en générant des retards de semis, la baisse des récoltes, ou encore la recrudescence des maladies et ravageurs des cultures. Sans mesures d'adaptation telles que l'amélioration des systèmes de culture et l'irrigation, la production agricole devrait diminuer de 3 à 18% en 2025. Ces conséquences auront également un impact sur les autres secteurs, économiques, comme sécuritaire.

---

### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, et dans la mesure où la prise en compte des droits et des besoins spécifiques des femmes fera l'objet d'une attention particulière, cette action porte la mention G1.

Concernant la composante 1 « résilience », les jeunes femmes, et en particulier les jeunes femmes cheffes d'exploitation, constituent la cible privilégiée dans la mesure où elles sont identifiées comme étant en situation de vulnérabilité dans les enquêtes de vulnérabilité à la sécurité alimentaire. Par ailleurs, l'agroécologie, la restauration des sols et des forêts, sont des fils conducteurs de cette composante. Or, les mesures qui y conduisent incluent valeurs sociales (construire des systèmes alimentaires basés sur la culture, l'identité, la tradition, l'équité sociale et de genre des communautés locales qui fournissent des régimes alimentaires sains, diversifiés, adaptés aux saisons et à la culture), équité (soutenir des moyens de subsistance dignes et solides pour tous les acteurs engagés dans l'alimentation systèmes, notamment à travers l'accès des femmes aux terres cultivables et aux services financiers et non-financiers) et participation (encourager l'organisation sociale et une plus grande participation à la prise de décision par les producteurs et les consommateurs d'aliments). L'intervention portant sur l'appui aux chaînes de valeurs des produits forestiers non ligneux s'adresse enfin principalement aux groupes de femmes qui en sont les principales actrices.

L'intervention visant à renforcer les opportunités économiques d'entrepreneurs, s'adresse tout particulièrement aux jeunes et aux femmes au nord du pays. Ceci contribuera à la réduction du chômage des jeunes filles, au renforcement de l'autonomie économique des femmes en tant que propriétaires, employées ou fournisseurs de produits ou des services, dans une logique de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes béninoises.

Enfin, dans le cadre de la composante « sécurité/défense », l'accent sera mis sur l'information et l'accompagnement des personnes victimes et impliquées dans des incidents sécuritaires ou situations de crise dans les zones cibles. Une attention particulière sera donnée à la lutte contre les violences faites aux femmes, tant au sein des structures à appuyer, qu'en externe en fournissant les services de sécurité. De plus, des mesures seront prises pour garantir la participation des femmes et jeunes dans la co-production de la sécurité.

Enfin, la production de données désagrégées minimum par sexe sera assurée.

L'action va contribuer à la réalisation du GAP III, spécialement les domaines thématiques « promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et « relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

---

### **Droits de l'homme**

Chacun des actions envisagées adoptera une approche basée sur les Droits humains (ABD). Pour les porteurs/titulaires d'obligation, les opérateurs veilleront au rappel du respect des standards et obligations (protection des données individuelles, respect des droits humains) et accompagneront les porteurs d'obligation pour un contrôle effectif de leur respect. Pour les détenteurs/titulaires de droits, les actions mettront en place des outils d'information et de sensibilisation de la population sur leurs droits, ainsi qu'un mécanisme de participation aux diagnostics et à l'évaluation.

Les commentaires sur les principes de l'agroécologie dans la section sur le genre ci-dessus sont également valables pour les droits de l'homme. Ces principes, en particulier ceux sur les valeurs sociales, l'équité et la participation, veillent à la pleine intégration des droits de l'homme dans la transformation des systèmes alimentaires.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1.

En matière de handicap, l'accent sera mis sur la prévention avec une sensibilisation aux engins explosifs improvisés, à leur détection et à la procédure à suivre.

Une partie également des activités relatives à l'entrepreneuriat et à l'accès à l'emploi sera dévolue aux personnes avec handicap.

---

### **Démocratie**

Des mécanismes de participation aux diagnostics et à l'évaluation seront mis en place. La co-production de la sécurité avec la société civile sera renforcée.

Le projet donne une place importante aux initiatives de démocratie locale participative, impliquant toutes les parties prenantes concernées. Aussi, en appuyant les acteurs de la gouvernance locale et en intégrant l'ensemble des acteurs des territoires du nord du Bénin, tant économiques que sécuritaires, l'action entend faciliter les espaces de dialogue. L'agroécologie inclue également des principes qui renforcent la gouvernance locale et la participation des acteurs.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'action vise dans sa globalité à réduire les risques de dégradation du climat sécuritaire dans le nord du Bénin qui est soumis à des incursions de plus en plus régulières de bandes armées depuis quatre ans. Le renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus des agriculteurs et des éleveurs les plus vulnérables, et la promotion de l'entrepreneuriat, doit permettre d'offrir de nouvelles opportunités économiques aux jeunes et d'impulser une dynamique économique positive, susceptible de freiner les recrutements opérés par les groupes armés parmi les jeunes de la région. L'action proposée accordera également une importance particulière aux questions foncières et de gestion des ressources, qui sont souvent aux centres des conflits communautaires, en particulier au sein des communautés les plus isolées autour des espaces forestiers. En restaurant le lien de confiance entre l'Etat (l'armée, la police républicaine), les autorités locales et la population dans le nord du Bénin, l'action contribuera également à favoriser le renseignement et les capacités de réaction des autorités œuvrant pour la paix et la sécurité.

Au vu du contexte régional et la sensibilité du secteur de la sécurité, l'action veillera à intégrer dans le cadre des activités une analyse et un monitoring renforcé de la gestion des risques et de la sensibilité aux conflits dans le respect du principe « do no harm ».

---

### **Réduction des risques de catastrophes**

L'action contribuera indirectement à la réduction des risques de catastrophe, notamment grâce à son soutien à des agroécosystèmes et des chaînes de valeur plus résilientes. Grâce à des approches agro écologiques, les communautés et leurs agroécosystèmes augmentent leur résilience aux chocs et aux stress, y compris les catastrophes grâce à une meilleure gestion de la biodiversité au niveau des sols, des exploitations et des paysages. Les approches participatives visant à renforcer les capacités d'innovation des acteurs locaux les aideront à s'adapter aux chocs et à gérer les risques. La composante 2 de l'action portera une attention particulière aux capacités des agro-industries pour l'évaluation des risques et des opportunités climatiques au niveau des entreprises, afin qu'elles soient plus résilientes face aux catastrophes dérivées des phénomènes météorologiques. Enfin, la composante trois de l'action prévoit un appui au système de réponse aux catastrophes par les autorités.

---

### **Réduction des inégalités.**

Malgré le contexte économique positif, la situation sociale du Bénin est fragile et les inégalités se résorbent peu. Dans les zones rurales et les départements du nord, les inégalités ont même tendance à s'accroître. L'action prendra compte des disparités régionales en termes de sécurité alimentaire, de nutrition et de diverses formes de

vulnérabilité, notamment dans le département de l'Atacora. On y observe notamment une modification du parcellaire foncier, avec l'apparition de vastes exploitations tournées vers les cultures de rentes, au dépend des petites exploitations familiales particulièrement vulnérables repoussées dans les espaces les plus enclavés. En visant en priorité ces populations les plus vulnérables, les femmes et les jeunes en particulier, une partie de l'action s'attachera en priorité à travailler sur les inégalités de revenus. Des efforts seront également menés dans la formation professionnelle des jeunes pour pallier les déficits en matière d'éducation. Une partie de l'action se concentrera également sur le secteur informel et le chômage qui touchent les populations les plus vulnérables, et qui sont des enjeux sociaux prédominants.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Fort/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
2 – Planning, procédures et systèmes	Les élections présidentielles en 2026 entraînent un désengagement accru des agences gouvernementales ainsi qu'un renouvellement des décideurs qui les soutiennent.	Moyen	Fort	Évaluer les vulnérabilités connexes et concevoir un plan d'action, ainsi que travailler avec les partenaires locaux pour assurer la durabilité des activités.
1 – Environnement externe	La montée de l'instabilité dans le nord (par exemple l'aggravation des tensions sociales et/ou des mouvements djihadistes) se traduit par des risques sécuritaires accrues pour les bénéficiaires, les opérateurs de mise en œuvre et autres parties prenantes du projet.	Moyen	Fort	Les évolutions au niveau de la situation sécuritaire seront suivies attentivement tout au long du projet, et en lien avec les autorités gouvernementales, afin de garantir la sécurité des acteurs. En cas de montée de l'instabilité, les différentes parties-prenantes du projet décideront des dispositions nécessaires à prendre pour la sauvegarde ou la modification des interventions.
1 – Environnement externe	Les aléas climatiques (inondation et sécheresse) constituent des risques potentiels pouvant affecter les rendements agricoles, les disponibilités alimentaires et revenus des ménages, et contribuerait à l'instabilité de la région.	Moyen	Moyen	Les informations météorologiques seront suivies afin d'alerter au plus tôt sur les risques climatiques. Aussi, le projet va œuvrer à la mise à l'échelle des pratiques d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC).  Les capacités des acteurs en charge de la prévention et gestion des crises seront renforcées à travers l'appui à la Police Républicaine.
3 – Personnes et organisation	Duplication importante avec d'autres programmes qui peuvent générer des interférences dans la réalisation des objectifs du projet.	Moyenne	Moyen	Des recherches et discussions préalables avec d'autres organisations actives dans les zones d'intervention ont été conduites afin d'éviter les duplications et favoriser les synergies.  Des groupes de coordinations existent d'ores et déjà au niveau de Cotonou et

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Fort/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
				dans les départements du nord pour ajuster les interventions.
3 – Personnes et organisation	Des incohérences ou des méthodes divergentes entre organisations partenaires concernant des questions de mise en œuvre ou d'autres sujets réduisent la capacité à obtenir les résultats souhaités.	Moyen	Moyen	Un haut niveau de communication sera établi entre les partenaires afin de désamorcer les conflits éventuels. En cas de divergences d'opinions, le Comité de pilotage sera chargé de donner les directions à suivre.
1 – Environnement externe	La guerre en Ukraine et les pénuries alimentaires qui en résultent entraînent une hausse des prix des denrées alimentaires importées ou dépendantes d'intrants importés. Elle a aussi un impact sur la disponibilité d'équipements militaires.	Haute	Moyen	Accompagnement des entrepreneurs à être moins dépendants des produits importés et à accroître l'autarcie et l'autonomie des chaînes de valeurs agroalimentaires locales.  Choix d'un opérateur ayant une bonne connaissance des chaînes d'approvisionnement et des procédures administratives d'exportation.
3 – Personnes et organisation	Caractère encore embryonnaire de plusieurs agences gouvernementales, notamment de l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises (ADPME).	Haute	Fort	Élaborer des plans de travail conjoints (Ministère sectoriel avec ADPME) pour créer un écosystème de l'entrepreneuriat.
4 – Aspects de légalité et de régularité	Décisions politiques ou réglementaires qui ont un impact négatif sur le développement du secteur privé.	Faible	Moyen	Discussions proactives sur l'impact des politiques/règlements avec les parties prenantes publiques et privés.
2 – Planning, procédures et systèmes	Les différents aspects de la vulnérabilité (âge, sexe, handicap, revenu, etc.) sont considérés comme indépendants les uns des autres, créant le risque de réduire l'inégalité pour l'aspect ciblé par le programme tout en augmentant le niveau d'inégalités pour les autres.	Faible	Fort	Le concept de vulnérabilité sera compris dans son intersectionnalité. L'Analyse de distribution d'impact (DIA), puisqu'elle permet d'identifier ex ante les vulnérabilités croisées, pourrait être utilisée comme instrument de planification et donc limiter le risque.
1 – Environnement externe	La réalisation de l'objectif global de réduction des inégalités peut être influencée négativement par un certain nombre de facteurs externes (par exemple, les perspectives économiques aux niveaux mondial, régional et national).	Haute	Fort	La réalisation d'études d'évaluation, à l'aide de l'analyse de distribution d'impact ex ante et ex post, pourra contribuer à atténuer ce risque. L'Évaluation de l'Impact Distributif démontrera l'efficacité de l'action indépendamment de la dynamique des inégalités au niveau macroéconomique.

**Enseignements tirés :**

Le volet résilience repose sur les leçons apprises et résultats des interventions antérieures. Il bénéficie en premier lieu des acquis du Programme d'appui au développement durable du secteur agricole (PADDDSA FED/037-901), qui a accompagné la réforme du secteur agricole, tournée vers le développement de l'entrepreneuriat. Ce programme a soutenu l'opérationnalisation des agences territoriales de développement agricole (ATDA), et en particulier des ATDA 1, 2 et 3, qui animent et coordonnent les initiatives en faveur de l'agriculture et de l'élevage dans le nord du Bénin. Il a également appuyé les organisations de producteurs et les interprofessions des différentes chaînes de valeurs (notamment celles du karité, du soja, de la volaille), qui sont aujourd'hui des interlocuteurs importants de la dynamique du secteur. Au niveau territorial, le PADDDSA a aussi renforcé les capacités des autorités locales dans la gestion intégrée des dynamiques de développement rural (en particulier sur la gestion des investissements d'appui à la production). L'action présente s'appuie donc sur un socle solide et sur des structures de coordination locale bien opérationnelles. Par ailleurs, les méthodologies de mise en œuvre des deux composantes « résilience » tirent les enseignements de précédentes phases pilotes menées depuis deux ans déjà dans le nord du Bénin : projet Emploi des jeunes et amélioration de la sécurité alimentaire (EJASA) et projet Forest 4 Future (F4F). Ces projets ont permis de renforcer les capacités des services déconcentrés et d'organisation de la société civile, de former et d'organiser un réseau de coach(es) pour accompagner les producteurs et/ ou usagers des espaces forestiers. Déjà 1.355 producteurs, dont 670 femmes ont effectivement augmenté leurs revenus. Enfin, l'action bénéficie des résultats du projet en cours d'Observatoire pilote des paysages et des dynamiques agricoles (OBSYDIA/ DeSIRA 2020/417 846). Celui-ci devrait fournir, à partir d'analyse d'images satellites, une base de données cartographiques des paysages, de l'usage des sols et de leurs évolutions à l'échelle de toute la zone nord, qui alimentera le suivi évaluation de la présente action.

Le volet entrepreneuriat repose sur les activités et les leçons apprises d'une intervention précédente (Benibiz phase 1). Lors de l'évaluation finale de Benibiz phase 1, il a été constaté que la prestation directe de services aux entrepreneurs était efficace et qu'elle a permis d'adopter progressivement une approche systémique qui sera pleinement en place dans la phase 2 du projet. Le renforcement des compétences et l'adoption de meilleures pratiques de gestion ont permis d'enregistrer une croissance significative de leurs entreprises/business (création d'emplois et accroissement chiffre d'affaires) et donc l'intervention dans ce volet suivra la même approche. Cependant, le lien avec l'accès au financement doit être fait afin de permettre l'investissement et la durabilité des activités économiques de ces acteurs, toujours dans une logique à moyen terme de faire payer pour les formations et les services rendus pour éviter les distorsions du marché et permettre la mise en concurrence des prestataires de services privés et d'améliorer la performance des services de développement aux entrepreneurs/entreprises.

Les activités prévues dans la composante sécurité rentrent dans une logique de continuité et montée en puissance de notre appui aux Forces Armées Béninoises et à la Police Républicaine pour s'adapter au nouveau contexte et besoins au nord du pays. Le projet DEFEND a démontré l'importance de prendre en compte les délais additionnels qui peuvent survenir dans l'acquisition de matériel et d'équipement lors de la planification des activités. Il convient donc d'identifier non seulement les besoins les plus urgents mais également d'estimer la durée réaliste de réalisation pour chaque activité. Certains retards peuvent également venir des délais d'approbation par le partenaire sur les spécifications techniques. Enfin, le projet a démontré l'importance de s'appuyer sur le réseau des coopérants militaires français insérés. Pour le projet d'appui à la Police Républicaine – volet gestion de crise (PAOP-CRI), le manque de ressources humaines a souvent été un handicap pour le projet. Le turn-over au sein des services de la police a impacté la réalisation de certaines activités (du moins dans sa temporalité). Pour pallier ces difficultés des ressources humaines externes (assistant technique national senior et junior, expert marchés publics) ont été mobilisées ce qui a permis de réaliser les activités telles que planifiées.

La présente action est construite de façon complémentaire (géographiquement et thématiquement à travers ses différents composantes) avec les programmes adoptés au niveau régional en 2022 concernant le pastoralisme, la biodiversité et l'approche transfrontalière. Il amplifie également l'impact du programme de prévention de l'extrémisme violent contractualisé sur le 11ème FED en 2022.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est axée sur le TEI « emploi pour la croissance » au Bénin et basée sur une approche de développement territorial multidimensionnel et une approche basée sur les droits humains et genre visant à renforcer l'impact autour de trois composantes de résilience, entrepreneuriat et sécurité et intégré au nord du pays. L'intervention vise ainsi à assurer une action cohérente et coordonnée reliant le renforcement sécuritaire et le développement économique local inclusif.

Il s'agit particulièrement d'apporter une réponse à la dégradation de la sécurité alimentaire et la paupérisation structurelle qui s'est mise en place et de limiter/contrecarrer la déstabilisation des départements du nord qui s'est amorcée avec l'extrémisme violent. Elle entend ainsi diminuer les inégalités (inclus les inégalités de genre) et disparités qui contribuent à la dégradation du tissu social et du climat sécuritaire.

Pour atteindre l'OS n°1 de résilience, l'intervention va promouvoir des pratiques agroécologiques respectueuses de l'environnement qui amélioreront la performance et la viabilité des petites exploitations et des ménages les plus vulnérables et la durabilité du terroir.

Pour atteindre l'OS n°2 concernant l'entrepreneuriat, la création d'emploi est envisagée grâce à l'augmentation des chiffres d'affaires et des revenus de l'entrepreneuriat privé local.

La restauration des sols, ainsi que la diversification des activités économiques des ménages au-delà de l'agriculture, vers l'entrepreneuriat, l'agri business ou sur des activités para-agricoles, permettent d'augmenter les perspectives économiques des jeunes et des femmes dans cette région et de renforcer la résilience locale des groupes vulnérables. La création d'emplois décents, durables et inclusifs vise à offrir des alternatives économiques pour endiguer les dérives extrémistes et renforcer la cohésion sociale.

Dans ce contexte de concurrence sur les ressources foncières et forestières entre communautés, il paraît important de soutenir les mécanismes locaux de traitement des conflits. De même, les mesures de restauration des paysages forestiers, de soutien à l'exploitation des produits forestiers non ligneux (notamment le miel, le karité et le néré) et de développement de leur chaîne de valeur doit permettre, à l'Etat comme aux communautés locales agricoles et pastorales, de se réapproprier ces espaces et ainsi éviter que des groupes armés s'y réfugient et y exercent des activités illicites.

Pour atteindre l'OS n°3 de sécurité, l'accompagnement des forces de défense et sécurité contribue à renforcer leur présence effective opérationnelle sur terrain et leur capacité à surmonter la menace et la présence des GAT et à développer une relation de confiance avec les communautés au niveau local.

Il s'agit d'appuyer les efforts déployés par les autorités pour améliorer le maillage territorial des forces de sécurité, renforcer les mécanismes de prévention et gestion de crises, améliorer la préparation pour l'engagement opérationnel des forces, et préserver le potentiel humain et matériel, tout en renforçant la confiance et la proximité entre les forces de défense et de sécurité et les communautés locales.



### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs /valeurs de reference / valeurs cibles / source de données / hypotheses – pas d’activités)

Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer les conditions de vie des populations dans le nord du Bénin	I.1 Indicateur prévalence insécurité alimentaire	National 26% (2022) Alibori 15.4% Atacora 28% Borgou 12.5% Donga 23.4%	A définir (2027)	Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition et Systèmes Alimentaires (AGVSAN)	Non applicable
		I.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe, le lieu de résidence, statut économique et le statut d’autochtone (CREM 1.1)	À définir (2023)	A définir (2027)	Institut des Statistiques <a href="https://instad.bj/">https://instad.bj/</a> DIA	
		I.3 Nombre de ménages pauvres extrêmes	Alibori 24.000 ; Atacora 24.000 ; Donga 23.000 ;Borgou 18.000 36% total national (2022)	A définir (2027)	Registre Social Unique (avec enquête communautaire)	
		I.4- Indice global de terrorisme	Rang 53 -Score : 4,84/10 (2023)	Rang 55- Score : inf ou égale à 3/10	Institute for economics and peace (MSECU) <a href="https://www.visionofhumanity.org/">https://www.visionofhumanity.org/</a>	
		I.5- Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants, par sexe, âge et cause (SDG 16.1.2)	À définir (2023)	A définir (2027)	SDG Global Indicators Database	
Effet direct 1 (OS1)	La résilience des systèmes de production et des écosystèmes gérés par les jeunes agriculteurs et éleveurs, hommes et femmes, les plus vulnérables est augmentée	1.1. Pourcentage de petits exploitants soutenus par l’intervention de l’UE pratiquant l’agriculture durable (par exemple, l’agriculture de conservation, les approches de l’agriculture intelligente face au climat, etc.), ventilé par sexe et zone géographique	0% (2023)	À définir (2027)	Enquête/Etude fin de l’intervention.	La situation sécuritaire reste stable et permet aux exploitants et aux entreprises de poursuivre leurs activités.
		1.2. Zones d’écosystèmes agricoles, pastoraux et forestiers où des pratiques	0% (2023)	à définir (2027)	Enquête/Etude fin de l’intervention.	

		de gestion durable ont été introduites avec le soutien de l'UE (ha- (CREM 2.2)				
		1.3 Nombre de jeunes agri-entrepreneurs (h/f, âge et invalidité) qui ont augmenté progressivement leurs revenus, ventilé par sexe, âge et handicap	0 (2023)	A définir (2027)	Enquête/Etude fin de l'intervention.	
		1.4 Nombre de jeunes agri-entrepreneurs (h/f, âge et invalidité) ayant augmenté leur rendement agricole (IATI), ventilé par sexe, âge et handicap	0 (2023)	A définir (2027)	Enquête/Etude fin de l'intervention	
<b>Effet direct 2 (OS2)</b>	L'entrepreneuriat local au nord du Bénin est dynamisé	2.1 Nombre d'emplois soutenus ou maintenus par l'UE (CREM 2.13b) ventilé par sexe, âge et handicap (GAP III) et statut économique, lieu de résidence	0 (2023)	A définir (2027)	Rapports du projet Benibiz DIA	
<b>Effet direct 3 (OS3)</b>	La qualité de la sécurité assurée par les forces de défense et sécurité au nord du Bénin est améliorée	3.1 Nombre annuel d'incidents de violence évités par les forces armées (prévention de risques)	À définir (2023)	À définir (2027)	Etudes début et fin de l'intervention	
		3.2 Proportion de la population qui estime que la qualité de la sécurité assurée par les forces armées dans le nord du Bénin est améliorée avec le soutien de l'UE, ventilé par sexe et zone géographique	0% (2023)	À définir (2027)	Etudes début et fin de l'intervention	
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 1</b>	1.1. Les jeunes hommes et femmes des exploitations agricoles les plus vulnérables sont soutenus dans leur projet vers un entrepreneuriat pour une agriculture durable	1.1.1. Nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès au marché et/ ou la sécurité foncière (CREM 2.1) par sexe, âge (GAP III)	0 (2023)	10.000 (2027)	Etudes début et fin de l'intervention	

<b>Produit 2 lié à l'effet direct 1</b>	1.2. Les acteurs locaux sont soutenus dans la mise en œuvre de mesures de restauration des paysages agricoles et forestiers productifs générant des revenus aux agriculteurs et aux éleveurs, hommes et femmes	1.2.1. Nombre d'hectares agricoles, pastoraux, forestiers bénéficiant de plan de restauration et de suivi avec le soutien de l'intervention de l'UE.	0	2000 (2027)	Rapports de l'intervention de l'UE	La situation sécuritaire permet aux opérateurs projet de travailler au nord du Bénin
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 2</b>	2.1. Les compétences managériales et techniques des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les secteurs transversaux à l'agriculture sont renforcées.	2.1.1. Nombre d'apprenants formés par l'intervention dans les domaines de l'entrepreneuriat déclarant avoir une meilleure connaissance, ventilé par sexe	0 (2023)	À déterminer (2027)	Test/enquête post formation	Les MPME assistées investissent davantage de bénéfices dans l'expansion et la croissance de leurs entreprises
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 2</b>	2.2. La capacité de l'écosystème entrepreneurial local à fournir des services financiers et non-financiers efficaces et durables est renforcée	2.2.1 Taux de satisfaction des entrepreneurs ayant accès aux nouveaux services proposés par des services de développement des entreprises soutenus par l'intervention de l'UE (désagregés par sexe)	0 (2023)	75% des acteurs publics et privés	Enquêtes de l'évaluation à mi-parcours et à la fin de l'intervention de l'UE.	Les institutions publiques et privées sont favorables à l'introduction des offres de services efficaces aux entrepreneurs.
		2.2.2 Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE : a) entreprises (CREM 2.17a), ventilé par sexe du propriétaire d'entreprise	0 (2023)	A définir (2027)	Rapports du projet Benibiz.	
		2.2.3 Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE : b) individus (CREM 2.17b), ventilé par sexe	0 (2023)	A définir (2027)	Rapports du projet Benibiz.	
		2.2.2 Nombre d'entrepreneurs (f/h, âge et invalidité) qui accèdent à des méthodologies de compétences à travers des formations par des partenaires (publics ou privés) de l'intervention(désagregés par sexe).	0 (2023)	1.500 (2027)	Enquêtes de l'évaluation à mi-parcours et à la fin de l'intervention.	

Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1 : Les capacités des forces de défense dans les zones plus exposées aux menaces sont renforcées.	3.1.1 Nombre de vecteur aériens pour le renseignement tactique acquis avec les financements UE	0 (2023)	2 (2027) (tbc)	Rapports de l'intervention de l'UE	Des recettes suffisantes sont allouées aux forces armées dans les budgets nationaux afin de couvrir les coûts non pris en charge par ces actions.
		3.1.2 Nombre de kits contre-IED acquis avec les financements UE	0 (2023)	6 (2027) (tbc)	Rapports de l'intervention de l'UE	
Produit 2 lié à l'effet direct 3	3.2 : Les capacités d'intervention, prévention et gestion de crise de la Police Républicaine sont améliorées dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora	3.2.1 Nombre d'unités et commissariats de l'Atacora et l'Alibori réhabilités et/ou renforcés dans leur système de défense avec l'appui de l'UE	0 (2023)	10 (2027)	Rapports de l'intervention de l'UE	
		3.2.2 Nombre d'exercices de préparation à la gestion de crises appuyés avec l'appui de l'UE	0 (2023)	2 (2027)	Rapports de l'intervention de l'UE	
Produit 3 lié à l'effet direct 3	3.3 : La capacité des FDS, et des populations à risque, de détecter, brouiller, neutraliser les engins explosifs improvisés est améliorée.	3.3.1 Nombre d'agents formés avec des connaissances pour détecter, brouiller et/ou neutraliser les engins explosifs improvisés, ventilé par sexe	0 (2023)	A définir (2027)	Rapports de l'intervention de l'UE	Le partenaire facilite la mise en stage des personnels à former, et prend les dispositions nécessaires pour assurer la maintenance et le magasinage des équipements
		3.3.2 Nombre de personnes civiles déclarant avoir une meilleure connaissance pour détecter des engins explosifs improvisés, ventilé par sexe	0 (2023)	A définir (2027)	Rapports de l'intervention de l'UE	
		<del>3.3.3 Nombre d'équipements de lutte contre les IEDs mis à disposition des FDS</del>	<del>0 (2023)</del>	<del>A définir (2027)</del>	<del>Rapports de l'intervention de l'UE</del>	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de soixante (60) mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>16</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (marchés publics)

Afin d'atteindre les résultats prévus aux composantes résilience (OS1), entrepreneuriat (OS2) et sécurité (OS3), un marché de services sera lancé pour une assistance technique qui fournira un appui conseil au pilotage, au monitoring et à la coordination opérationnelle du programme. Le contrat couvrira :

- un appui spécifique à la coordination et au monitoring des actions dans la zone d'intervention
- des études d'analyse et de suivi du contexte socio-économique et sécuritaire
- le secrétariat du dispositif de pilotage de la présente action ainsi que la collecte et l'agrégation des résultats de l'intervention

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

**OS 1 – Résilience ; P.1.2 – *Les acteurs locaux sont soutenus dans la mise en œuvre de mesures de restauration des paysages agricoles et forestiers générant des revenus aux agriculteurs et aux éleveurs, hommes et femmes.***

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la **Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)**. Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées à l'objectif spécifique 1, *Augmenter la résilience des systèmes de production et des écosystèmes gérés par les jeunes agriculteurs et éleveurs, hommes et femmes, les plus vulnérables*. Elle vise en particulier le produit 1.2, à travers des activités de renforcement des capacités des acteurs locaux, de restauration des paysages

<sup>16</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

arborés, de développement de chaînes de valeurs pour les produits forestiers non ligneux (PFNL) et la prise en compte des complémentarités d'usages et de gestions agricoles, pastorales et forestiers.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique sur la thématique visée.

La GIZ est déjà opérationnelle dans plusieurs départements du nord du Bénin et y mène des actions de restauration des paysages agro-forestiers avec l'appui des autorités locales et de la société civile (Programme Global Forests for Future - F4F, Projet Réserve de Biosphère Trans-frontalière W-Arly-Pendjari - RBT-WAP, Promotion de l'Agriculture - ProAgri4 et Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le contexte du Changement Climatique - AGIR-Eau). Elle dispose d'une connaissance approfondie des pratiques locales, ainsi que des partenariats bien établis avec les acteurs locaux.

**OS 1 – Résilience – P.1.1 - *Les jeunes hommes et femmes des exploitations agricoles les plus vulnérables sont soutenus dans leur projet vers un entrepreneuriat pour une agriculture durable.***

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **les Pays-Bas** (volet SNV EJASA). Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées à l'objectif spécifique 1 et le produit 1.1, « *les jeunes des exploitations agricoles les plus vulnérables sont soutenus dans leur projet vers l'entrepreneuriat agricole* ».

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique sur la thématique visée.

Les Pays-Bas via son agence de mise en œuvre, la *Netherlands Development Organisation* (SNV) opère déjà dans les zones les plus enclavées de la région ciblée par l'action. Elle dispose d'une connaissance approfondie des acteurs locaux et des capacités opérationnelles indispensables pour répondre rapidement aux besoins de l'action dans cet environnement fragile et sujet à l'insécurité. Par ailleurs, les compétences techniques de SNV sont reconnues dans le domaine l'emploi pour les jeunes et l'amélioration de la sécurité alimentaire. L'entité met déjà en œuvre un projet similaire dans le nord du Bénin financé par les Pays-Bas (EJASA – emploi de jeunes dans l'agriculture et sécurité alimentaire dans le nord). La présente action vient cofinancer une seconde phase de ce dernier projet, permettant d'élargir la couverture géographique des activités et d'assurer l'impact sur le terrain dans une logique Team Europe.

**OS2 – Entrepreneuriat - P.2.1 - *Les compétences managériales et techniques des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les secteurs transversaux à l'agriculture sont renforcées, et P 2.2 – La capacité de l'écosystème entrepreneurial local à fournir des services financiers et non-financiers efficaces et durables en appui des entreprises béninoises est renforcée.***

La composante entrepreneuriat (OS2) de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **les Pays-Bas** (volet Benibiz). Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées à l'objectif spécifique 2, *Dynamiser l'entrepreneuriat local au nord du Bénin* et, en particulier, les produits 2.1 et 2.2.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique sur la thématique visée.

Les Pays-Bas appuient déjà l'initiative Benibiz 2.0, dont une partie importante des activités d'appui au secteur privé et aux micro-entrepreneurs sont déclinées dans le nord du Bénin. Les équipes du projet Bénibiz disposent d'une expérience avérée dans le domaine de l'appui à l'entrepreneuriat et au secteur privé, et en particulier dans le nord du pays où ils opèrent depuis plusieurs années déjà.

**OS 3 – Sécurité – P. 3.1 - *Les capacités des forces de défense dans les zones les plus exposées aux menaces sont renforcées.***

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **Expertise France**. Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées à l'objectif spécifique 3, *Améliorer la qualité de la sécurité assurée par les forces de défense et sécurité au nord du Bénin*. Elle vise en particulier le 3.1, qui porte sur *Les capacités des forces de défense dans les zones les plus exposées aux menaces sont renforcées*.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique sur la thématique visée.

Expertise France dispose d'une forte expérience dans le secteur et dans la région, et est capable, à travers une convention avec le Ministère des Affaires étrangères français (Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense) de mobiliser le réseau des coopérants militaires insérés dans les différents États-majors. Cette mobilisation est cruciale pour assurer l'accès continu aux partenaires, et par conséquent une mise en œuvre efficace et au plus proche des besoins des FAB, tout en assurant une coordination étroite avec les autres coopérations militaires bilatérales présentes dans le pays (Belgique et Etats-Unis).

**OS 3 – Sécurité – P. 3.2 - Les capacités d'intervention, prévention et gestion de crise de la Police Républicaine sont améliorés dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora.**

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **ENABEL**. Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées à l'objectif spécifique 3, *Améliorer la qualité de la sécurité assurée par les forces défense et sécurité au nord du Bénin*. Elle vise en particulier le 3.2, *Les capacités d'intervention, prévention et gestion de crise de la Police Républicaine sont améliorés dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora*.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique sur la thématique visée.

ENABEL appui déjà la police républicaine béninoise depuis 2019, en particulier dans le nord du Bénin, et travaille en complémentarité avec le réseau des conseillers français insérés auprès de la Direction Générale de la Police Républicaine et du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique. ENABEL est ainsi opérationnel et démontre une très bonne connaissance des acteurs du secteur.

#### 4.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action contribuant à l'**OS 3 – Sécurité (P. 3.1 Les capacités des forces de défense dans les zones plus exposées aux menaces sont renforcées ; P. 3.2 Les capacités d'intervention, prévention et gestion de crise de la Police Républicaine dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora sont améliorés ; P3.3 : La capacité des FDS et des populations à risque de détecter, brouiller, neutraliser les engins explosifs improvisés est renforcée)** peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Bénin conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

#### Vue d'ensemble de la mise en œuvre

<i>Activité/objectif/produit, y compris le lieu</i>	<i>Type de financement (marchés de travaux, de fournitures ou de services, subvention, devis-programme)</i>
Renforcement et/ou protection de commissariats, bases opérationnelles, installations de maintenance ou remisage de l'Atacora et l'Alibori.	Marché de travaux Marchés de fourniture Marchés de services Subvention

	Formations et sensibilisation aux engins explosifs improvisés (IED) Ouidah et dans les 4 départements visés par l'action.	Subvention	
--	--	------------	--

#### 4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec de la modalité de gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution (cf. section 4.4.2), en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mises en œuvre en gestion directe au travers des subventions.

##### **a) Objet de la (des) subvention(s)**

Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées aux objectifs spécifiques :

- 1 : *Augmenter la résilience des systèmes de production et des écosystèmes gérés par les jeunes agriculteurs et éleveurs, hommes et femmes, les plus vulnérables (produits 1.1 et 1.2).*
- 2 : *Dynamiser l'entrepreneuriat local au nord du Bénin (produits 2.1 et 2.2).*
- 3 : *Améliorer la qualité de la sécurité assurée par les forces défense et sécurité au nord du Bénin (produits 3.1 et 3.2).*

##### **b) Type de demandeurs visés**

Les entités envisagées (organismes publics, organisations internationales ou ONG) seront sélectionnées sur la base des critères suivants : i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique sur la thématique visée.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).



## 4.6 Budget indicatif

<b>Composantes budgétaires indicatives</b>	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>	<b>Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée (en EUR)</b>
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4		
<b>Composante résilience</b> composée de	<b>10 500 000</b>	
Gestion indirecte avec les Pays-Bas — cf. section 4.4.2 (volet SNV EJASA)	5 500 000	15 000000
Gestion indirecte avec GIZ — cf. section 4.4.2	5 000 000	N.A.
<b>Composante entrepreneuriat</b>	<b>8 000 000</b>	
Gestion indirecte avec les Pays-Bas — cf. section 4.4.2 (volet Benibiz)	8 000 000	17 500 000
<b>Composante sécurité</b>	<b>12 750 000</b>	
Gestion indirecte avec EXPERTISE FRANCE — cf. section 4.4.2	5 000 000	N.A.
Gestion indirecte avec ENABEL — cf. section 4.4.2	5 000 000	N.A.
Gestion indirecte avec la République du Bénin cf. section 4.4.3	2 750 000	N.A.
<b>Coordination Suivi</b>	<b>1 500 000</b>	
Gestion directe – Marchés publics – cf. section 4.4.1	1 500 000	
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2	Sera couvert par une autre décision	N.A.
<b>Audit</b> – cf. section 5.3		
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	<b>1 000 000</b>	N.A.
<b>Total</b>	<b>33 750 000</b>	<b>32 500 000</b>

## 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pilotage global du projet sera assuré par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et par les autres Ministères sectoriels concernées. Un comité d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action. En outre un comité de suivi et coordination « territorial » sera organisé de façon semestrielle dans les départements concernés regroupant des représentants du ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et des autres ministères concernés (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable, Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Ministère de l'Intérieur, de la Défense du Bénin

Le schéma institutionnel sera validé avant le démarrage de l'action en fonction des éventuelles réformes institutionnelles qui interviendraient au cours des prochains mois.

Les Organisations contractées pour la mise en œuvre des activités sont responsables pour appuyer les Ministères sectoriel dans leur fonction de coordination.

L'assistance technique assurera le secrétariat des séances et tous les opérateurs de mise en œuvre du présent programme devront présenter leurs plans de travail et les résultats atteints.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: l'assistance technique du projet en charge de la coordination technique du programme assurera la collecte des informations de suivi des activités et le secrétariat du dispositif de pilotage. Ses activités comprendront un volet relatif au monitoring des actions de développement de mise en œuvre du programme ainsi que de l'appui technique à la coordination des actions de l'UE et ses États Membres présents dans le pays (Team Europe) sur les territoires concernés. Des enquêtes et des études finales seront également réalisées afin de recueillir les données nécessaires pour le suivi des résultats.

Les rapports de mise en œuvre des contractants seront partagés avec l'assistance technique qui assurera une collecte et une synthèse sur l'ensemble du programme.

L'outil d'analyse de distribution d'impact (DIA) pourrait être utilisé comme source de données chaque fois que d'autres sources (données nationales, régionales et locales) ne sont pas disponibles pour vérifier si les résultats escomptés (liste - référence au cadre logique) ont, dans une large mesure, bénéficié aux 40 % les plus pauvres en termes de revenu ou de richesse, ou aux groupes, ménages et individus défavorisés visés par le projet. L'analyse d'impact peut également être réalisée au début de la phase de mise en œuvre pour a) localiser les lieux où vivent les personnes les plus vulnérables et les cibler géographiquement ; b) identifier les principaux facteurs d'inégalité (par exemple, les raisons pour lesquelles les personnes n'ont pas accès à certains services) ; c) mettre en évidence les intersectionnalités (par exemple, les 40 % les plus pauvres qui sont des femmes, des enfants, etc.)

## 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'efficacité et l'efficacité des dispositions mises en place afin d'en tirer des leçons apprises aux financements ultérieurs.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Le plan d'évaluation ou une composante de l'évaluation examinera la distribution de l'impact des activités réalisées sur les 40% des bénéficiaires les plus défavorisés, en s'appuyant en particulier sur l'outil d'analyse de la distribution d'impact.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action